
Le malentendu impossible ou l'histoire d'un échec

Thibaut Rioufreyt
Université de Lyon, Triangle UMR 5206
thibaut@rioufreyt.fr

RÉSUMÉ. À partir de résultats empiriques tirés d'une enquête sur la circulation des idées entre le Parti travailliste britannique et le Parti socialiste français de 1994 à 2015, cet article se propose de montrer que le malentendu n'est pas nécessairement ce qui nuit à la circulation transnationale des idées politiques mais au contraire ce qui la rend possible. À l'appui de cette thèse, l'article montre dans une première partie que le conflit idéologique qui a vu le jour entre *New Labour* et Parti socialiste n'est pas le fruit d'un malentendu mais au contraire du fait que celui-ci n'a pu être maintenu. Loin d'être propre à cette période, l'entretien du malentendu et l'ambivalence doctrinale sont une constante de l'histoire du socialisme français. Nous verrons ainsi dans une seconde partie que la volonté des travaillistes d'assumer la rupture doctrinale qu'ils ont opérée, en empêchant le malentendu, a nui par là-même à la diffusion de leurs idées chez leurs homologues socialistes. Enfin, nous verrons que, loin d'être propre à la culture politique socialiste, l'entretien du malentendu constitue plus largement l'une des modalités ordinaires du discours politique.

MOTS-CLÉS : Parti socialiste ; Travaillisme ; Malentendu ; Circulation transnationale ; Idées politiques.

ABSTRACT. Base on empirical results from a survey on the circulation of ideas between the British Labour Party and the French Socialist Party from 1994 to 2015, this article aims to show that the misunderstanding is not necessarily which affects transnational circulation of political ideas but rather what makes it possible. In support of this thesis, the article shows in a first part that the ideological conflict that emerged between *New Labour* and Socialist Party is not the result of a misunderstanding but rather the fact that it could not be maintain. Far from being unique to this period, maintain misunderstanding and doctrinal ambivalence are a constant in the history of French socialism. We will see in a second part that the willingness of Labour to assume the doctrinal rupture they operated, preventing misunderstanding, has affected the dif-

fusion of ideas among their socialist counterparts. Finally, we will see that, far from being specific to the socialist political culture, maintain misunderstanding is more widely a common modalities of political discourse.

KEYWORDS: French Socialist Party ; Labour Party ; Misunderstanding ; Cross-national Circulation ; Political Ideas

Dans un article incisif intitulé « Communication ou transmission ? », le sémanticien François Raštier propose une critique générale du paradigme classique de la communication, telle qu'elle est définie par le positivisme logique associé à la théorie de l'information (Raštier, 1995). Dans ce modèle, communiquer, c'est transmettre une information à l'aide d'une série de signaux déterminés par un code. Triple réduction donc, du sens à l'information, du signe au signal, de la langue à un code. Si l'auteur ne traite pas directement de la question du malentendu, son analyse en éclaire néanmoins les fondements le plus souvent implicites. On pourrait ainsi dire que, dans le paradigme classique de la communication, le malentendu est pensé selon trois postulats : il serait l'exception, l'accident, le parasitage quand la communication serait la norme, l'ordinaire (1) ; il nuirait à la communication qui se définit comme « fidélité » du signal, « transparence » du code, « droiture » du sens (2) ; il aboutirait au désaccord, au conflit, à la mésentente (3). Cet article propose une remise en cause ou, tout du moins, une relativisation de chacun de ces postulats à partir de résultats empiriques tirés d'une enquête sur la circulation des idées politiques entre le Parti travailliste britannique et le Parti socialiste français de 1994 à 2015 (Rioufreyt, 2016b).

La victoire de Tony Blair à la tête du Parti travailliste en 1994 puis aux élections législatives de 1997 marquèrent le début d'une refondation organisationnelle et doctrinale profonde du travaillisme britannique (Whitton, 2000 ; Finlayson, 2003 ; Tournadre-Plancq, 2006). Au-delà des frontières britanniques, le *New Labour* suscita dans la gauche socialiste française un traitement fait à la fois de fascination et de rejet. C'est l'histoire de cette relation complexe et ambiguë que l'enquête que j'ai menée se propose de retracer et de comprendre. Dans ce cadre, l'un des résultats significatifs de cette recherche sur lequel je me concentrerai dans cet article est que c'est précisément parce que le malentendu n'a pu être maintenu que la réception de la « Troisième voie » britannique a en grande partie échoué. À l'appui de cette thèse, nous partirons d'abord d'une controverse politique localisée qui a opposé le Parti socialiste et le Parti travailliste entre 1994 et 2000 autour de la définition doctrinale du socialisme contemporain. L'étude de cet affrontement idéologique entre socialistes français et travaillistes britanniques montre que ce n'est pas le malentendu mais l'impossibilité des socialistes à pouvoir le maintenir qui a abouti à un conflit ouvert (1). Loin d'être propre à cette période, l'entretien du malentendu et l'ambivalence doctrinale sont une constante de l'histoire du socialisme français. Nous verrons ainsi dans une seconde partie que la volonté des travaillistes d'assumer la rupture doctrinale qu'ils ont opérée, en empêchant le malentendu, a nui par la même à la diffusion de leurs idées chez leurs homologues socialistes (2). Enfin, nous ver-

rons que, loin d'être propre à la culture politique socialiste, l'entretien du malentendu constitue plus largement l'une des modalités ordinaires du discours politique (3).

Des différences au différend

Les textes circulent le plus souvent et, peut-on ajouter, d'autant mieux sans leur contexte (Bourdieu, 2002). L'une des spécificités de la circulation que j'ai étudiée est qu'elle s'est faite non seulement du vivant des « producteurs », *i.e.* les néo-travailleurs britanniques – contrairement par exemple à la réception de l'œuvre de Hegel ou de Heidegger en France – mais que ceux-ci n'ont pas cessé d'intervenir dans le débat politico-médiatique français. Les néo-travailleurs n'ont en effet jamais caché leurs ambitions de *leadership* dans l'espoir de voir la transformation du *Labour Party* opérée à partir de 1994 servir de modèle aux partis sociaux-démocrates (Mandelson, 2002). Si la relation ambivalente des socialistes français au néo-travailleurs va bien au-delà de ce moment, je me concentrerai ici sur la controverse idéologique qui a marqué les relations entre le PS et le *New Labour* entre 1994 et 2000. Elle constitue en effet un cas empirique permettant de remettre en cause le postulat selon lequel le malentendu dans les relations transnationales aboutirait au conflit. Le terme même de malentendu, apparu à la fin du XVI^e siècle, semble lié à celui de mésentente. Les deux termes viennent en effet du mot « malentente », hérité du Moyen Âge. Cette origine étymologique reste d'ailleurs très présente dans notre vocabulaire quotidien. Ne dit-on pas « ne pas s'entendre avec quelqu'un » pour dire que l'on est en conflit ou en désaccord. Or, le premier résultat de l'enquête qui nous intéresse ici est que le conflit idéologique qui a vu le jour entre *New Labour* et Parti socialiste n'est pas issu d'un malentendu mais au contraire du fait que celui-ci n'a pu être maintenu.

Avant 1997, les relations entre la nouvelle direction du *Labour Party* – Tony Blair en devient le leader en 1994 – et le PS sont très faibles. Le néo-travailleurs ne devient véritablement un sujet de débat au sein du PS que sous l'effet de deux événements politiques : l'arrivée au pouvoir du *New Labour* et du Parti socialiste respectivement en mai et juin 1997. À ce moment-là, Blair et Jospin se connaissent très mal. Les deux nouveaux Premiers ministres ne font officiellement connaissance que lors de la réunion du Parti des socialistes européens (PSE) à Malmö le 6 juin 1997. Cet événement révèle les premières divergences entre les deux partis. Dans son discours, Blair résume la démarche néo-travailleurs en ces termes : « Notre tâche aujourd'hui n'est pas de mener les vieilles batailles, mais de montrer qu'il existe une Troisième voie, une manière de marier une économie ouverte, compétitive et qui connaît le succès, avec une société juste, décente et humaine » (Marlière, 2007). Un tel discours permet de comprendre la nature du défi que la « Troisième voie » britannique prétendait relever en même temps qu'elle le lançait au socialisme français : elle ne se veut pas tant le point médian entre socialisme et néolibéralisme, que la captation de

deux courants de gauche largement étrangers au socialisme français : le libéralisme et la social-démocratie. Libérale et post-thatchérienne, cette troisième voie britannique dérouta les socialistes français, car elle continue de se réclamer du camp progressiste. Dans ce même discours, Blair développe les thèmes forts du néo-travaillisme : la défense du citoyen contre la criminalité, le renforcement de la cellule familiale, le soutien apporté à la stabilité économique et la prudence budgétaire. Il pose également les contours d'un État dont la tâche essentielle est de garantir l'éducation et la formation des futures générations d'actifs. Tout en félicitant son homologue britannique, Jospin évoque devant les dirigeants du PSE le « socialisme démocratique » qu'il décrit comme une « idée qui gagne aujourd'hui en Europe » et affirme à la fois la nécessité de « réguler les forces du marché libérées de tout contrôle » et son « attachement aux services publics ». Si cet épisode ne constitue pas la première brèche dans la nouvelle entente cordiale franco-britannique, il en annonce les signes.

La première accroche sérieuse entre Français et Britanniques survient lorsque Blair annonce, au cours d'un voyage aux États-Unis, le 6 février 1998 à Washington, la création d'une Internationale de centre-gauche, centriste et libérale (rapprochant la gauche européenne des démocrates états-uniens du *Democratic leadership council* qui participèrent à l'ascension de Bill Clinton au sein du Parti démocrate). Dans ce discours, le Britannique voit grand, évoquant un axe entre le *New Labour* et les démocrates états-uniens et prétendant y associer le président brésilien d'alors, Fernando Henrique Cardoso. La réaction des socialistes français ne se fait pas attendre. Si le ton reste mesuré, la réponse est très claire. Pierre Guidoni déclare ainsi : « Nous mesurons toute l'importance des questions posées par Tony Blair, mais nous ne sommes pas sûrs que le modèle soit exportable. » (Guidoni, 1998 : 1) Cela n'empêche pas Laurent Fabius, alors Président de l'Assemblée Nationale, d'inviter Blair à faire un discours devant les députés. L'accroche entre socialistes et néo-travaillistes devient brouille lorsque le Premier ministre britannique fait son discours le 24 mars 1998. Celui-ci commence par affirmer le pragmatisme qui caractériserait la « troisième voie » en énonçant des formules-slogans du type : « Il n'y a pas de pré-conditions idéologiques, pas de veto préalable sur ces moyens. Ce qui compte, c'est ce qui marche » ; « La gestion de l'économie n'est ni de gauche, ni de droite : elle est bonne ou mauvaise. » Il continue ensuite par un plaidoyer économique en faveur d'« une discipline prudente et stricte en matière de politique financière et monétaire » et d'un État dont le rôle n'est plus tant « de réglementer, que d'équiper les hommes en vue du changement économique ». Il préconise par ailleurs des « mesures spécifiques pour combattre le fléau de l'exclusion » et appelle à « l'esprit d'entreprise, la création de PME, et l'instauration d'un climat dans lequel on accepte de prendre des risques pour être indépendant » (Blair, 1998). Après être revenu sur l'importance de la lutte contre la criminalité et l'insécurité ainsi que sur le rôle de la famille, Blair finit son discours par un engagement pro-européen. Si la tonalité de ce discours ravit les députés de droite, il crée l'embarras chez les représentants de la gauche plurielle.

Lors du Sommet de Londres qui a lieu le 7 avril 1998, les dirigeants socialistes européens se réunissent dans le cadre du PSE. À cette occasion, Blair tente de minimiser ses déclarations sur la création d'une « nouvelle internationale de centre-gauche », la majorité des socialistes européens y étant hostile et déclarant leur attachement à l'Internationale socialiste. Deux mois plus tard, le 23 juillet 1998, Jospin profite de l'inauguration du *Foreign Policy Centre* à Londres pour esquisser une définition doctrinale de son action gouvernementale. Si ce discours reste peu développé sur le fond, le Premier Ministre français insiste sur la diversité des contextes politiques dans lesquels les deux gouvernements évoluent. Mais les relations entre socialistes et travailliste se détériorent un peu plus lorsque, au milieu de l'été 1998, Jospin apprend, par une indiscretion dans la presse anglaise, l'organisation à New York d'un colloque international sur la Troisième voie. Alors que Blair et Clinton, les deux chefs d'État invités, accueillent plusieurs leaders de la gauche européenne comme Romano Prodi, Jospin n'est pas convié.

Les néo-travaillistes continuent leur entreprise d'influence sur la scène européenne. L'équipe Jospin se retrouve ainsi régulièrement invitée pour des dîners à l'ambassade britannique en présence de Peter Mandelson ou du jeune David Milliband, chef de la *Policy Unit*¹ au 10 *Downing Street*. Le 15 janvier 1999, Jonathan Powell, directeur de cabinet de Blair, vient ainsi passer la journée chez Olivier Schrameck, son homologue de Matignon, afin d'évoquer la « Troisième voie » et ce dernier d'expliquer à son visiteur l'impossibilité d'une telle politique au regard de la situation hexagonale. Le 11 février 1999, c'est Bodo Hombach, intellectuel proche de Gerhard Schröder, qui se rend au siège du PS afin d'expliquer aux socialistes français la *Neue Mitte*. S'il n'est pas en mesure de se porter candidat au leadership de la gauche européenne, Jospin est réellement irrité car il voit bien que Blair et Schröder tentent d'ancrer leur image de modernité en se servant de lui comme le symbole de la « vieille gauche ». Jospin semble alors menacé d'isolement au sein de la social-démocratie européenne. Blair occupe une place significative sur l'échiquier politique en Europe. Les relations entre les deux partis finissent de se détériorer lorsque Blair et Schröder rédigent et publient le Manifeste « Europe : la Troisième voie/le Nouveau Centre » le 9 juin 1999, communément appelé le Manifeste Blair-Schröder (Blair & Schröder, 1999). Ce document se détourne franchement du texte minimaliste rédigé par le PSE quelques semaines auparavant. La déclaration commune de Blair et Schröder vient confirmer un axe Londres-Berlin destiné à promouvoir certaines idées inspirées de la « Troisième voie » (Jeffrey & Handl, 1999). Le jour de la publication du Manifeste, toutes les chaînes de télévision et, le lendemain matin, la plupart des éditoriaux de la presse nationale et régionale, présentent une analyse commune : l'axe Londres-Berlin constitue la gauche moderne et triomphante face à la gauche traditionnelle et menacée d'isolement que serait le socialisme français. La menace est prise au sérieux dans les rangs socialistes. Le manifeste Blair-Schröder change la donne dans la mesure où il exprime net-

1 La *Policy Unit* est la cellule de conseil politique attachée directement à Tony Blair.

tement d'une part, que le néo-travaillisme, bien plus qu'un simple pragmatisme, comporte une forte dimension idéologique et, d'autre part, la volonté de diffuser ce modèle idéologique au niveau international et au sein de l'Europe en particulier. Dès lors, les socialistes durent changer de positionnement. Dans un premier temps, les socialistes ont opposé au défi néo-travailliste une réponse minimale consistant à considérer celui-ci comme une expérience nationale inexportable tant elle doit sa singularité aux spécificités d'une tradition travailliste marquée par le libéralisme et le néo-libéralisme conservateur thatcherien. La ligne que Jospin adopte clairement peut se résumer simplement : la Troisième voie n'est pas exportable. Jospin ne cessera de rappeler cette ligne notamment à l'occasion de son discours au congrès socialiste de Grenoble, le 26 novembre 2000 : « La "Troisième voie", si à la mode il y a trois ans, est désormais comprise pour ce qu'elle est : une démarche nationale, marquée par l'histoire particulière du Parti travailliste, adaptée peut-être au contexte britannique marqué par le libéralisme, mais guère exportable »². Avec la publication du Manifeste Blair-Schröder, ce positionnement s'avère insuffisant ; les socialistes se voient contraints de répondre au défi néo-travailliste en esquisant les contours d'une autre conception doctrinale du socialisme : la « néo-social-démocratie » (Rioufreyt, 2016b).

Les mauvais résultats électoraux du *Labour Party* et du SPD aux élections européennes marquent le retournement du rapport de forces. Le Congrès de l'Internationale socialiste qui se tient à Paris du 7 au 10 novembre 1999 entérine ce renversement. L'opposition entre les deux partis connaît une fin « officielle » par le biais de la déclaration finale adoptée à l'issue de ce congrès. Par ailleurs, les prises de position des néo-travaillistes s'infléchissent progressivement. Pensée à l'origine comme une voie universelle entre la social-démocratie et le libéralisme, la « Troisième voie » est ainsi redéfinie par D. Miliband comme une voie spécifiquement britannique (Miliband, 1999). Les relations entre les deux formations partisans se normalisent progressivement et la réflexion doctrinale au sein du PS est abandonnée. Au final, la tentative néo-travailliste d'exercer un *leadership* intellectuel en Europe et sur la scène internationale, à travers le manifeste Blair-Schröder ou les Sommets des progressistes, a en grande partie échoué. L'Internationale socialiste, pas plus que le PSE ne se sont dissous dans de nouvelles organisations de centre-gauche. De même, la « Troisième voie », après un succès éphémère, a été largement rejetée ; loin d'être devenus « blairistes », les socialistes français ont cherché à esquisser les contours d'une voie doctrinale qui, pour être minimale, n'en est pas moins irréductible à la « Troisième Voie » britannique. L'histoire de la réception des idées néo-travaillistes ne s'arrête pas en 1999 mais prendra des formes moins conflictuelles et plus désidéologisées. En intervenant sans cesse dans l'espace destinataire, en obligeant les socialistes français à se positionner sur le plan doctrinal, les néo-travaillistes ont contribué à l'éclatement de la controverse idéologique entre les deux partis. Le malentendu

2 Lionel Jospin, extrait du compte-rendu des débats lors du Congrès national de Grenoble, séance du dimanche 26 novembre 2000, disponible depuis la *Base de données des débats des organismes centraux*, Fondation Jean-Jaurès/Centre d'archives socialistes, p. 48.

comme rapport de sens devenait impossible à maintenir pour les socialistes français sous l'effet du rapport de forces. La mésentente n'est pas ici le fruit du malentendu mais, au contraire, le fait de l'activisme idéologique des néo-travailleuses et de leur prétention au *leadership* européen. En agissant ainsi, ils ont empêché tout le travail de médiation qui permet de leur faire dire ce qu'ils n'ont pas dit – *i.e.* de permettre le malentendu – afin de pouvoir adapter leurs idées à l'espace destinataire.

Quand l'appel à la clarté empêche la circulation

L'entretien du malentendu par les socialistes français, jusqu'à ce qu'ils soient contraints d'y renoncer et de s'engager dans une controverse idéologique, ne se limite pas à cet épisode. Il renvoie en réalité à un trait constitutif de la culture politique socialiste : l'ambivalence doctrinale³. Par ailleurs, les historiens du socialisme ont montré combien les socialistes français se distinguent de leurs homologues travailleuses ou sociaux-démocrates par le fait qu'ils ont au cours de leur histoire entériné le plus souvent *a posteriori* leurs évolutions idéologiques, c'est-à-dire après leur passage au pouvoir (Grunberg et Bergounioux, 1995). « Soyons équivoques et assumons nos évolutions *a posteriori* », telle pourrait être la maxime socialiste. Dans cette perspective, l'appel lancé aux européens par les néo-travailleuses était proprement irrecevable pour les dirigeants du PS, sauf à rompre avec une grande partie de leur histoire et de leur culture politique. Le néo-travailleisme n'est pas seulement une rupture idéologique avec la pensée social-démocrate au profit d'un social-libéralisme décomplexé. Il s'agit pour ses partisans d'assumer dans le discours une telle rupture (ce qui revient à mettre fin à toute ambivalence doctrinale) et de la théoriser pour l'inscrire dans la doctrine du parti, le tout *a priori*, c'est-à-dire sous la forme d'un *aggiornamento* lors d'un congrès fondateur avant les élections. « Soyez clairs et dites-le avant », voilà le cri néo-travailleuse. Si les socialistes français ont mis en avant leur refus du social-libéralisme sous Jospin, cette divergence idéologique ne doit pas occulter le fait que ce qui gênait les socialistes était tout autant, voire davantage cet appel à assumer en théorie une telle rupture. Le second résultat de l'enquête qui nous intéresse ici est que c'est précisément cet appel à la clarté de la part des néo-travailleuses – *i.e.* la levée du malentendu – qui a rendu la réception de leurs idées et la tâche des passeurs impossibles. Il s'est en effet confronté de plein fouet à la structure même des rapports de force et de sens au sein du Parti socialiste.

Dans la préface à la réédition de l'ouvrage d'Eduard Bernstein, *Les Présupposés du socialisme*, Frédéric Bon et Michel-Antoine Burnier proposent un modèle d'analyse de l'histoire des partis issus du mouvement socialiste particulièrement fécond (Bernstein, 1974). À partir de l'étude d'un événement historique – la querelle du révisionnisme que Bernstein lança au sein du SPD à la fin

3 Marc Sadoun a bien montré combien les socialistes se sont toujours situés dans un « entre-deux » doctrinal depuis la naissance de la SFIO en 1905, oscillant entre « l'absolu » d'un désir de rupture radicale avec l'existant et le « relatif » de l'héritage républicain (Sadoun, 1993).

du XIX^e siècle –, Bon et Burnier dégagent un schéma théorique qu'ils nomment le *triangle prolétarien*. Face au modèle binaire habituellement proposé, les deux auteurs proposent un modèle ternaire avec le « révisionnisme », qu'incarnerait la « droite du parti », l'« orthodoxie », composée de la direction du Parti et qui en constitue le « centre » et la « révolution », qui constitue la « gauche » de l'organisation. Loin de se réduire à l'analyse d'un fait historique particulier, les auteurs en font un modèle qui vaut pour toute l'histoire du socialisme jusqu'à nos jours : la « [...] figure imposée du débat triangulaire est si contraignante qu'on la retrouve à chaque étape du mouvement ouvrier, diversement colorée, dans les social-démocraties les plus affadies comme dans les marxismes-léninismes les plus énergiques. » (*Ibid.*, p. 106) Malgré ces limites, ce modèle s'avère particulièrement fécond pour lire les prises de position des socialistes à l'égard du néo-travailleursisme et comprendre les raisons profondes de l'échec de sa diffusion au sein du PS.

Au centre du Parti socialiste, lieu névralgique du pouvoir, la direction vise constamment à trouver un équilibre entre la réaffirmation de valeurs profondément ancrées dans l'imaginaire de la gauche (pacte républicain, volontarisme économique reposant sur des politiques néo-keynésiennes) et une pratique pragmatique, reposant sur une « bonne gestion » des affaires publiques et un « réalisme » économique. La refondation de la gauche passe par une *renovation* du PS qu'incarne bien cette citation de Léon Blum : « Il faut que nous montrions tout à la fois que nous sommes toujours le même parti socialiste et que nous sommes en même temps un parti socialiste renouvelé, rajeuni, transformé. »⁴ À cet invariant historique, s'ajoute le fait plus contemporain que l'on trouve au centre, les tenants d'une gouvernance dés-idéologisée, gestionnaire et pragmatique pour qui le débat d'idées est au dernier rang dans l'économie générale du parti. Le discours de la direction est à cet égard exemplaire du discours typique du centre :

J'agis sans parti-pris idéologique mais en portant des valeurs. Avec pragmatisme, mais sans tiédeur. Avec détermination, mais avec souplesse. Nous devons préserver les repères, les références dont les Français ont besoin, en protégeant les fruits des combats passés auxquels ils sont légitimement attachés, mais sans éluder les réformes nécessaires. (Jospin, 1998, p. 6)

Quand on me demande s'il faut être plus ou moins de gauche, je réponds : au PS, c'est simple, il faut être authentiquement, fièrement, pleinement socialiste. (Hollande)⁵

La manière qu'a Hollande de gouverner le parti illustre parfaitement la position orthodoxe, avec pour cas presque idéal-typique la « synthèse » lors du Congrès du Mans (2005) qu'il parvient à imposer après que le PS s'est divisé à propos du projet de Traité constitutionnel européen. Ce positionnement de

⁴ Extrait du discours que Léon Blum tint à son retour de déportation en août 1945.

⁵ Extrait de Burnier, s. d.

la direction explique que le référent néo-travailliste a pu paraître à un moment comme le référent idéal au service d'une stratégie de distinction. Sorte de référent négatif, il incarne un social-libéralisme servant la réassurance identitaire des socialistes français. La confrontation discursive avec le néo-travaillisme a permis aux membres de la direction d'apparaître comme des continuateurs-rénovateurs, *i.e.* à la fois comme les fidèles continuateurs d'une tradition socialiste toujours solidement ancrée à gauche et comme les renovateurs de cette tradition.

Les discours de responsables politiques comme Henri Emmanuelli ou Jean-Luc Mélenchon (avant son départ du PS en 2008) représentent bien les positions du pôle correspondant à l'aile gauche du PS. À l'instar d'Emmanuelli lors du Congrès de Grenoble, ce pôle ne manque pas de dénoncer la posture de la direction selon une position « qui se refuse à définir le socialisme de manière négative en se contentant de rappeler ce qui n'est pas ou ce qui ne peut pas être » (Emmanuelli, Vidalies et Bataille, 2000). Alors que l'aile droite appelle le PS à assumer ce qu'il est devenu, l'aile gauche y voit une posture pour en réalité devenir ce qu'il n'est pas ; Emmanuelli déclare ainsi en août 2007 : « Comment oset-on demander sans crainte du ridicule à un parti dont est issu le directeur de l'Organisation mondiale du commerce [Pascal Lamy] et demain peut-être celui du Fonds monétaire international [Dominique Strauss-Kahn] d'accepter enfin l'économie de marché ? » (*Libération*, 2007) L'aile gauche propose donc une autre manière de faire coïncider à nouveau doctrine et pratique en ancrant à nouveau le parti à gauche. Ce pôle est celui qui adopte la position la plus claire vis-à-vis du néo-travaillisme. Alors que le centre voit dans le néo-travaillisme une manière de paraître à gauche tout en incarnant une autre modernité, l'aile gauche y voit le référent négatif ultime, l'archétype même de ce que le socialisme français ne doit pas devenir. Ce positionnement explique l'absence de retenue et l'emphase des propos, très loin du ton policé et des euphémismes de la droite et du centre ; il refuse ainsi un socialisme français « mis aux normes des Tony Blair et autres baudruches de la social-démocratie domestiquée » (Gauche Socialiste, 2000).

Enfin, le troisième pôle, « l'aile droite » du parti, est composé de tenants d'un social-libéralisme plus ou moins assumé. Dans cette perspective, la refondation de la gauche passe par la *modernisation* du PS ; celui-ci doit faire son *aggiornamento* en acceptant enfin l'économie de marché, en prenant en compte les problèmes d'insécurité et d'immigration, et en s'adaptant aux nouvelles réalités socio-économiques. Des dirigeants comme Fabius (avant qu'il n'opère un virage stratégique à gauche) et Strauss-Kahn appellent de leurs vœux que le PS s'affirme comme un parti abandonnant son héritage révolutionnaire, qu'il adapte son idéologie aux mutations du capitalisme, de l'Europe, de la mondialisation. Ce pôle retient surtout du révisionnisme l'apostrophe lancée par Bernstein à la direction du SPD : « Quelle ose paraître ce qu'elle est ! » en demandant à celle du PS de faire coïncider la ligne doctrinale avec la réalité de sa pratique. C'est le sens de l'intervention de Strauss-Kahn au séminaire du Policy Network, princi-

pal *think tank* néo-travailliste pour l'international, auquel il participe en octobre 2002 :

Il est temps de construire une majorité de projet au sein du PS en tranchant l'enjeu réel du congrès de mai 2003 : revendiquer un réformisme novateur ou accepter un surplomb révolutionnaire culpabilisateur. [...] En veut-on un exemple ? La clarification sur la nature du socialisme d'abord. La controverse entre réforme et radicalité doit être tranchée. Les radicaux poursuivent le rêve de construire le socialisme dans un seul pays, se veulent uniques détenteurs de la « pureté » et n'en finissent pas d'instruire le procès en trahison de la gauche au pouvoir. Rien, au fond, n'a vraiment changé dans leurs critiques depuis le début du xx^e siècle. (Strauss-Kahn, 2002)

Les responsables de ce pôle appellent le PS à « assumer en pensée ce qu'il a pratiqué en fait comme socialisme de gouvernement » (Fabius, 1988, p. 4). Ils se sont ainsi donnés pour tâche d'atténuer « la tension entre une théorie radicale et une pratique opportuniste » afin de sortir de l'« état de schizophrénie idéologique » dans lequel vivrait le socialisme français, état vécu comme éminemment préjudiciable au fonctionnement politique de la société française. Contre le consensus doctrinal minimal incarné par la synthèse dont Hollande se fit le spécialiste pendant qu'il était Premier secrétaire, Blair incarne aux yeux de ces acteurs la clarification idéologique, et ses succès électoraux, la preuve que c'est la voie à suivre. Il est à noter que les responsables de ce pôle du PS, en dehors de quelques figures ultra-minoritaires comme Jean-Marie Bockel, n'ont jamais adhéré à proprement parler au néo-travaillisme. La diffusion des idées ne vaut pas ici acceptation. Ce qui les intéresse, c'est bien davantage ce que symbolise le néo-travaillisme, *i.e.* le geste consistant à assumer en discours une pratique social-libérale.

Cette structure ternaire permet de mieux comprendre les raisons de l'échec de la traduction du néo-travaillisme au sein de la gauche socialiste. Ce qui a fait l'attrait du néo-travaillisme pour les sociaux-libéraux français – l'image d'une gauche décomplexée affichant ostensiblement son éloge des entrepreneurs et du marché –, est probablement ce qui a nui au succès de sa diffusion. L'appel à la clarté des néo-travaillistes revenait en effet à demander de briser la mécanique du triangle prolétarien, c'est-à-dire à rompre avec la structure même des rapports de force et de sens au sein du PS telle qu'elle s'est constituée depuis plus d'un siècle. La légitimité de tout parti politique étant attachée à une présomption de continuité, l'exigence d'une rupture non seulement rhétorique mais identitaire comme le prônent les néo-travaillistes était déjà difficilement recevable pour la direction du PS. Outre le coût que représentait déjà une telle rupture historique, outre les divergences idéologiques réelles entre les deux partis, la gouvernance collégiale interne du PS (Bachelot, 2012) rendait une telle transformation plus improbable encore. Enfin, exiger la clarté des socialistes – majoritaires à gauche mais incapables de remporter à eux seuls le pou-

voir –, revenait à ignorer les contraintes structurelles qui pèsent sur eux comme les rapports avec leurs alliés de la gauche plurielle ou le poids symbolique de la gauche radicale et des mouvements sociaux. Les clarifications doctrinales a priori et publiques font plaisir aux intellectuels mais ne sont pas toujours, loin s'en faut, le mode de transformation le plus efficace d'une identité partisane. C'est précisément l'appel à la clarté idéologique de la part des travaillistes qui, en rendant impossible le malentendu au cœur de la stratégie du centre du parti, explique l'échec relatif de la diffusion de leurs idées au sein du PS. À cette première ironie s'en ajoute une seconde : l'un des effets paradoxaux de cet échec est sans doute d'avoir convaincu les responsables de l'aile droite, et renforcé ceux du centre du parti, que la stratégie de la gauche décomplexée n'est pas forcément la bonne pour parvenir à transformer la doctrine et la pratique gouvernementale des socialistes. L'échec même de la traduction du néo-travaillisme n'a fait que les conforter dans le choix de maintenir ces ambivalences qui habitent leur discours.

Le malentendu, ordinaire de l'énonciation politique

L'entretien du malentendu n'est pas spécifique au socialisme français ou même international. Les recherches empiriques menées sur la circulation transnationale des idées (Saunier, 2008 ; Hauchecorne, 2011 ; Espagne, 2013) montrent que le malentendu est l'une des modalités ordinaires de l'économie des transferts culturels, politiques ou linguistiques. Plus encore, de manière plus structurelle, le malentendu est, sinon la norme, du moins l'ordinaire de l'énonciation politique, c'est-à-dire à la fois ce qui est fréquent, régulier, répété et ce qui met de l'ordre.

Une partie importante du champ lexical du terme malentendu tourne autour de l'idée d'équivocité : la *méprise*, le *quiproquo*, l'*ambiguïté* sont autant de variantes formelles de cette idée. Or, comme j'ai pu le montrer ailleurs, l'équivocité est une structure fondamentale du discours doctrinal du PS (Rioufreyt, 2016a). L'enquête menée a permis de mettre au jour quatre procédés énonciatifs permettant de mieux comprendre les ambivalences qui travaillent de l'intérieur la doctrine socialiste. En premier lieu, celles-ci se traduisent par une série de *schizes* discursifs⁶, c'est-à-dire dénoncés qui se contredisent ou sont en tension au point de rendre le discours *aporétique*⁷. Le recours aux oxymores, très fréquent dans le discours socialiste des années 1990-2000, en est le meilleur exemple, à l'instar du vocable *utopie réaliste* utilisée par Lionel Jospin : « [...] la réforme ne sonne pas le glas de l'utopie. Nous ne sommes pas des "bri-seurs de rêves". On peut rêver son avenir, tout en gardant les pieds sur terre. Je veux être un constructeur d'utopies réalistes. » (Jospin, 1999) Nombre de diri-

6 Le mot schize est un néologisme que l'on doit à Lacan (Lacan, 1973 : 85) ou encore à Deleuze (Deleuze et Guattari, 1972 : 47) et qui signifie séparation, coupure, disjonction, fracture, division, déchirure.

7 L'aporie (du grec ancien *aporia*, que l'on peut traduire par « contradiction », « embarras ») est une impasse dans un raisonnement procédant d'une incompatibilité logique.

geants socialistes reprirent à sa suite cette formule, en particulier Henri Weber, Secrétaire national à la Formation (Weber, 2002 ; Bergounioux et Weber, 2002), ou encore la motion majoritaire du Congrès de Grenoble lorsqu'elle revendique l'« utopisme et le socialisme du possible » (Hollande, 2000).

Le second procédé discursif au fondement du discours partisan consiste en un recours à des formulations de type négatif. L'identité socialiste se définit ainsi essentiellement par ce qu'elle n'est pas : « [...] ni l'abolition de la propriété privée, ni la gestion planifiée, ni le modèle scandinave ou allemand de l'État providence, ni le collectivisme bureaucratique » (Weber, 1999b : 6). L'usage de la litote est au service des reniements difficiles : « La nationalisation n'est pas le seul ni le meilleur moyen pour la puissance publique d'exercer son action. » (Weber, 1999a : 20) écrit encore Henri Weber. Cette ambivalence n'est ni le signe d'une nouvelle synthèse cohérente réalisée par le PS, comme le soutiennent les intellectuels socialistes, ni le signe de l'incapacité des socialistes à assumer leur ralliement à l'idéologie néo-libérale, comme le soutiennent leurs adversaires. Elle est plutôt l'expression de la recherche d'une autre « troisième voie », qui ne soit pas le social-libéralisme mais qui peine à exister positivement. Pour le dire autrement, les socialistes savent ce qu'ils ne sont plus et ce qu'ils ne veulent pas être mais peinent à définir ce qu'ils sont.

Le troisième procédé est le recours aux *signifiants flottants*, c'est-à-dire des termes ou formules ne renvoyant à aucun signifié précis et pouvant à ce titre être investis de significations non seulement plurielles mais hétérogènes. L'indétermination sémantique fondamentale des principaux mots-clés du discours socialiste (liberté, égalité, solidarité, exclusion...) n'a à proprement parler rien de nouveau. Ce qui est à la fois plus intéressant et plus notable, c'est que cela soit systématique dans le discours socialiste : tout semble fonctionner comme si un terme avait d'autant plus de chances d'y être intégré et de se diffuser qu'il est sous-déterminé sémantiquement, c'est-à-dire libre d'une série d'interprétations potentiellement incompatibles. Enfin, le quatrième procédé constitutif du discours partisan est la production de *hiatus* discursifs. Désignant à l'origine la juxtaposition de deux voyelles dans un mot ou entre deux mots, le terme *hiatus* désigne plus largement un décalage, une coupure dans le discours. La notion renvoie ici à des énoncés qui se juxtaposent sans être reliés mais qui, contrairement au schize, ne se contredisent pas nécessairement. Il n'y a pas contradiction, il y a absence de production d'une cohérence. Ces figures discursives sont le produit d'une véritable *sédimentation lexicale* à l'œuvre dans le discours socialiste. Comme par une sorte d'inertie discursive, les nouvelles notions et formules ne remplacent pas les anciennes mais s'y ajoutent. Cette sédimentation lexicale trouve sans doute une partie de son explication dans l'existence d'une *mémoire discursive* socialiste (Courtine, 1981 : 53). Mais elle renvoie également au fait que la doctrine officielle opère au PS moins par clarification que par l'entérinement *a posteriori* d'un déplacement des positions discursives au sein du parti. La signification d'un terme change en fonction du contexte d'emploi mais aussi de l'entourage lexical. Le PS n'a ainsi pas seulement intégré des nouveaux mots dans son vieux discours, ces mots ont changé en retour le discours socia-

liste. Il y a bien évolution idéologique mais celle-ci ne s'opère pas par clarification et rupture mais par accumulation et sédimentation.

Loin d'être simplement de l'ordre du manque ou de l'inachèvement, ces tensions sont constitutives de la doctrine du PS. Le malentendu est donc ici l'effet nécessaire, la conséquence logique du fait que l'équivocité est une propriété fondamentale du discours socialiste. Cette propriété n'est toutefois pas propre au socialisme français. Comme l'a montré l'analyse du discours politique (Krieg-Planque, 2012), l'univers politique a une économie du sens qui lui est propre, un registre d'énonciation spécifique dans lequel l'*ambiguïté*, l'*équivoque*, la *polysémie* occupent une place constitutive. Pas de double discours sans double du discours. Et l'une des raisons à cela réside dans le fait que l'équivocité est un puissant procédé pour opérer ce que je qualifierai de *généralisation performative*.

Les travaux sur les processus de politisation ont montré que le registre d'énonciation politique se caractérise, notamment, par une forme de *montée en généralité* (Hamidi, 2006). Dans cette perspective, la généralisation à l'œuvre dans la pratique politique est à la fois normative et performative, renvoyant à l'énonciation de ce qui doit être collectivement et à la formation d'un collectif par le fait de l'énoncer et de parler en son nom. La généralisation normative renvoie à la *référence aux principes généraux* devant régir une société. Hanna Pitkin en rend très bien compte par le passage du « je veux » au « nous avons droit à » (Pitkin, 1981). Une montée en généralité des discours que Nina Eliasoph mobilise elle aussi comme critère ; il y a alors politisation du discours quand celui-ci est « orienté vers l'esprit public », *i.e.* lorsqu'il est ouvert au débat et porte sur des questions concernant le bien commun, le bien de tous, sans toutefois exclure les questions d'oppression et de divergence d'opinions (Eliasoph, 2010 : 26). La généralisation normative qui caractérise l'énonciation politique se distingue ainsi de celle qu'opère le registre d'énonciation moral en ce que les normes, valeurs et principes mobilisés le sont à l'échelle de la cité (Bacot, 2002 : 5). Toutefois, la généralisation normative n'est pas la seule à l'œuvre dans la politisation discursive.

Une seconde forme de généralisation, que l'on peut qualifier de performative, est l'opération par laquelle l'énonciation politique fabrique littéralement des groupes, des collectifs ou encore ce que John Dewey nomme des *publics* (Dewey, 2010). C'est ce que font les porte-parole qui, en prenant la parole au nom du groupe, font le groupe. La valeur d'un discours politique s'évalue ainsi non pas à sa « vérité » mais à sa capacité ou non à produire des effets, c'est-à-dire à produire des groupes sociaux, fussent-ils temporaires le temps d'une campagne. Pour Pierre Bourdieu, la lutte politique n'est pas, comme on le dit, un « débat d'idées » ; elle est opposition d'idées-forces et « la force proprement politique de l'idée résid[e] en dernière analyse dans la force du groupe qu'elle peut mobiliser. » (Bourdieu, 1977 : 88) La lutte symbolique qui caractérise spécifiquement le champ politique et le différencie par exemple du champ savant a certes pour enjeu « l'imposition d'une vision du monde » mais cette conception se trouve ratifiée non pas intrinsèquement parce qu'elle serait vraie, mais par la force que lui donnent tous ceux qui s'y rallient et qui, ce faisant, transforment

les rapports de force : « À une idée vraie, on ne peut opposer qu'une réfutation, alors qu'à une idée-force il faut opposer une autre idée-force, capable de mobiliser une contre-force, une contre-manifestation. » (Bourdieu, 1996 : 16) Ce que Bourdieu a longuement développé à propos du champ politique vaut plus largement pour tout discours relevant du registre d'énonciation politique dont les professionnels de la politique n'ont pas le monopole. Toutefois, la généralisation performative est loin d'être le propre du discours politique. Les sciences sociales sont bien placées pour savoir combien les énoncés scientifiques que nous produisons peuvent contribuer à former des groupes sociaux. Quel est alors le propre de la généralisation performative opérée par le discours politique ? L'une des réponses se trouve dans le fait que l'énonciation politique est *représentation*⁸. Depuis Bakhtine et sa notion de dialogisme, on sait que tout énoncé contient un ou plusieurs énonciateurs cachés, dissimulés, qui délèguent leur voix. Cet énonciateur est à la fois inscrit dans l'énoncé et absent de l'énoncé : il est sous-entendu ou implicite. Or, comme le dit Bruno Latour, l'énonciation politique a ceci de singulier qu'elle donne corps et réalité à la question de la délégation qui nous fait parler :

« Lorsque je parle, quelqu'un d'autre me fait parler – j'obéis – et ce quelqu'un d'autre ne dit rien sinon ce que je lui fais dire – il me représente ». [...] La parole proférée n'appartient jamais à celui qui la dit, certes, mais son origine est néanmoins repérable et c'est ce repérage qui définit la forme politique de parler : « Au nom de qui, de quels autres agents parlons-nous ? ». La présence continue de tous ces autres [...] explique aussi pourquoi la question de l'auteur, de l'autorité, de l'autorisation est consubstantielle à la manière politique de parler. Toutes les autres formes de parole peuvent s'émanciper de leur énonciateur, l'omettre ou l'ignorer [...] mais pas l'énonciation politique. (Latour, 2002 : 160)

Dans cette perspective, on comprend mieux l'omniprésence de l'équivocité dans l'énonciation politique. Elle constitue en effet un puissant procédé non seulement pour minimiser l'hétérogénéité de son camp mais pour produire un commun, pour fabriquer un « nous politique ». Le discours officiel du Parti socialiste ne fait ainsi pas la synthèse des différentes options défendues en son sein, elle les intègre sans trancher entre elles, produisant de ce fait un véritable monstre théorique. Elle *contient* ainsi la diversité des positions idéologiques au double sens du verbe *contenir* ; elle les intègre elle-même en les juxtaposant sans dépasser leurs contradictions mais, ce faisant, elle les représente et évite ainsi l'éclatement au grand jour de leurs divergences, qui risque de menacer les équilibres internes, voire l'unité du parti. Face à des courants divisés au sein

8 *Représentation* ne renvoie pas ici à la forme restreinte adoptée par les gouvernements représentatifs ni à l'idée d'une ressemblance entre gouvernant et gouverné (représentativité) mais à une autre acception du terme, comme procédé par lequel un énonciateur parle au nom d'un autre et l'incarne, rendant ainsi l'absent présent.

du Parti, face à des catégories sociales aux aspirations hétérogènes et parfois contradictoires, face à des électeurs aux motivations plurielles, l'*équivoque illocutoire* (Krieg-Planque, 2012) constitue une ressource indispensable pour rendre possible la représentation politique et parvenir à faire de l'un à partir du multiple⁹. Elle permet à l'énonciateur non seulement d'adresser plusieurs messages à des destinataires différents mais de créer de véritables fictions collectives.

La notion de *fiction* est ici centrale. Une fiction peut être *fictive*, c'est-à-dire un récit imaginaire conçu comme tel, ou *fictionnelle*, c'est-à-dire un récit qui s'est réalisé au point d'être la réalité dans laquelle les acteurs pensent, vivent, s'émeuvent. Ce jeu entre réel et imaginaire, cet aller-retour entre les deux plans que comprend la notion de fiction se retrouve parfaitement dans le rapport à la littérature : une fiction est une histoire dont on sait qu'elle n'est pas réelle mais à laquelle on croit pourtant, dont on oublie l'irréalité au point de s'y plonger. Cela permet de préciser un dernier point : pour être pleinement efficace, pour opérer une montée en généralité réussie, l'équivoque doit être *indélectable*. Son efficacité repose en effet sur le fait que les acteurs en jeu ne la repèrent pas (équivoque insue), qu'ils croient parler de la même chose ou, *a minima*, qu'ils fassent *comme si*, qu'ils feignent de ne pas avoir déchiré le voile d'ignorance au motif d'intérêts mutuels bien compris (univocité feinte)¹⁰. Insue ou feinte, l'équivoque ne réduit pourtant pas la fiction à l'alternative entre illusion et mensonge. La fiction n'est illusion que lorsqu'on évalue le registre politique à l'aune d'un critère qui lui est étranger – la vérité – et qui relève du registre savant. Elle n'est mensonge qu'à l'aune d'un critère qu'ignore le politique – la sincérité – et que lui impose de l'extérieur le registre moral. Entre le cynisme du *storytelling* et le réalisme naïf de l'expert, il existe un chemin étroit, difficile pour le dire politique. Mais ce chemin est absolument indispensable pour produire du commun dans une société plurielle où le polythéisme des valeurs (Weber) et des intérêts est la règle. Le dernier postulat du paradigme classique de la communication – qui fait du malentendu l'exception quand la communication serait la norme – s'en trouve ainsi remis en cause. En matière politique, il est bien au contraire l'ordinaire en tant qu'effet de l'équivoque indispensable à l'énonciation politique.



Comme le montre la réception de la « Troisième voie » dans la gauche socialiste française, le malentendu peut être considéré non pas comme ce qui aboutit au conflit mais rend possible les relations transnationales, non pas comme ce qui nuit à la circulation des idées politiques mais ce qui la favorise, non pas comme l'exception mais comme l'ordinaire des transferts culturels et, au-delà, du politique. En ce sens, cet article peut être vu comme participant d'une entreprise de revalorisation du malentendu en sciences sociales. En rompant avec

9 À l'inverse, elle explique aussi pourquoi le registre politique est structurellement déceptif, l'équivoque pouvant plus difficilement être maintenue aux affaires que dans l'opposition.

10 Je reprends ici de la notion d'*équivoque indélectable* à Zhong Mengual, 2015 : 231 sq.

le paradigme classique de la communication, nous enrichissons d'un nouveau terme notre outillage conceptuel. Il ne s'agit pas pour autant d'en faire l'alpha et l'oméga de la circulation des signes. D'une part, il convient de saisir l'ambivalence même du malentendu ; il est à la fois ce qui menace la communication et ce qui la rend possible, ce qui nourrit le conflit et ce qui permet de l'éviter. Le malentendu est dans un certain nombre de cas source de créativité en matière artistique ou intellectuelle, dans d'autres, opérateur fondamental pour fabriquer du collectif. Mais l'exemple seul du darwinisme social, véritable malentendu sur les thèses de Charles Darwin au point d'aboutir à l'exact contraire de ce qu'il soutient dans *De l'homme* (Becquemont, 1992), suffit à l'inverse à se prémunir de tout éloge un peu facile du malentendu. D'autre part, il s'agit bien d'un outil parmi d'autres dont il convient de penser les liens avec d'autres concepts. Je pense ici en particulier au concept de traduction, à la fois complémentaire – car les traductions sont souvent à l'origine de malentendus – et alternatif en ce qu'il est « équivalence sans identité » (Ricoeur, 2003), l'équivalence constituant une limite au malentendu.

Œuvres citées

- BACHELOT, Carole (2012) : « Un gouvernement des pairs ? De la collégialité au sommet des partis : le cas du Parti socialiste ». *Revue française de science politique*. 62. 3 : 383-407.
- BACOT, Paul (2002) : « La politisation comme élargissement de la conflictualité ». Communication dans le cadre du 7^e Congrès de l'AFSP, Lille. <https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-00294052>.
- BECQUEMONT, Daniel (1992) : *Darwin, darwinisme, évolutionnisme*. Paris : Kimé.
- BERGOUNIOUX, Alain, Weber, Henri (2002) : « Henri, ta mémoire flanche ». *Libération*, 23 septembre.
- BERNSTEIN, Eduard (1974) : *Les Présupposés du socialisme*. Paris: Éditions du Seuil : coll. « Bibliothèque politique ».
- BLAIR, Tony (24 mars 1998) : « Discours de M. Tony Blair, Premier ministre du Royaume Uni, de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord à l'Assemblée nationale ». *Supplément « Débats parlementaires » au Journal officiel de la République française*.
- BLAIR, Tony, SCHRÖDER, Gerhard (9 juin 1999) : *Manifeste Europe : la Troisième voie/le Nouveau Centre*. Londres.
- BOURDIEU, Pierre (septembre 1977) : « Questions de politique ». *Actes de la recherche en sciences sociales*. 16 : 55-89.
- BOURDIEU, Pierre (1996) : « Champ politique, champ des sciences sociales, champ journalistique ». *Cahiers de recherche, GRS (Groupe de recherche sur la socialisation)*. 15.
- BOURDIEU, Pierre (décembre 2002) : « Les conditions sociales de la circulation internationale des idées ». *Actes de la recherche en sciences sociales*. 145 : 38.
- BURNIER, Michel-Antoine (s. d.) : « Déjà au XIX^e siècle, Bernstein aurait pu faire la leçon à Hollande. Que le Parti socialiste ose paraître ce qu'il est ». <http://egoborone.free.fr/?p=36>.
- COURTINE, Jean-Jacques (1981) : « Quelques problèmes théoriques et méthodologiques en analyse du discours, à propos du discours communiste adressé aux chrétiens ». *Langages*. 62 : 09-128.

- DELEUZE, Gilles, GUATTARI, Félix (1972) : *L'Anti-Œdipe. Tome 1 : Capitalisme et schizophrénie*. Paris : Minuit : coll. « Critique ».
- DEWEY, John (2010) : *Le Public et ses problèmes*. Traduit par Joëlle Zask. Paris: Gallimard : coll. « Folio Essais ».
- ELIASOPH, Nina (2010) : *L'évaporation du politique. Comment les Américains produisent de l'apathie dans leur vie quotidienne*. Traduit par Camille Hamidi. Paris : Economica.
- EMMANUELLI, Henri, VIDALIES, Alain, BATAILLE, Christian (2000) : *Motion 2 Démocratie et Égalité*. Motion déposée au Congrès de Grenoble du Parti socialiste.
- ESPAGNE, Michel (avril 2013) : « La notion de transfert culturel ». *Revue Sciences/Lettres*. 1.
- FABIUS, Laurent (avril 1988) : « Le socialisme et la dynamique de la démocratie ». *Le Débat*. 49 : 0425.
- FINLAYSON, Alan (2003) : *Making Sense of New Labour*. London: Lawrence & Wishart.
- GAUCHE SOCIALISTE (2000) : *Motion 3: Motion Attika*. Motion déposée au Congrès de Grenoble du Parti socialiste.
- GRUNBERG, Gérard, BERGOUNIOUX, Alain (1995) : *L'Utopie à l'épreuve. Le socialisme européen au XX^e siècle*. Paris : Éditions de Fallois.
- GUIDONI, Pierre (février 1998) : « Notre conception du socialisme ». *L'Hebdo des socialistes*. 52 : 1.
- HAMIDI, Camille (2006) : « Éléments pour une approche interactionniste de la politisation: Engagement associatif et rapport au politique dans des associations locales issues de l'immigration ». *Revue française de science politique*. 56. 1 : 525.
- HAUCHECORNE, Mathieu (2011) : *La Fabrication transnationale des idées politiques. Sociologie de la réception de John Rawls et des "théories de la justice" en France (1971-2011)*. Thèse de science politique réalisée sous la direction de Frédéric Sawicki et de Frédérique Matonti. Lille : Université Lille 2.
- HOLLANDE, François *et alii* (2000) : *Motion 1*. Motion déposée au Congrès de Grenoble du Parti socialiste.
- JEFFREY, Charlie, HANDL, Jeremy (1999) : "Blair, Schröder and the Third Way", in Lothar Funk (dir.), *The Economics and Politics of the Third Way. Essays in Honour of Eric Owen*, Münster : Lit Verlag.
- JOSPIN, Lionel (1998) : *Intervention du Premier ministre Monsieur Lionel Jospin*. Londres : Foreign Policy Centre.
- JOSPIN, Lionel (avril 1999) : « Ma social-démocratie ». *Pamphlet*.
- KRIEG-PLANQUE, Alice (2012) : *Analyser les discours institutionnels*. Paris : Armand Colin : coll. « ICOM ».
- LACAN, Jacques (1973) : « La schize de l'œil et du regard ». *Le Séminaire. Livre XI, Les Quatre Concepts fondamentaux de la psychanalyse*. Paris : Le Seuil : coll. « Points Essais ».
- LATOURETTE, Bruno (2002) : « Si l'on parlait un peu politique ? » *Politix*. 15. 58 : 143165.
- MANDELSON, Peter (mars 2002) : « Pro-Europe, pro-réforme : Une vision progressiste pour l'Union Européenne ». *Cahiers En Temps réel*. 2.
- MARLIÈRE, Philippe (août 2007) : « De Lionel Jospin à Ségolène Royal : l'introuvable troisième voie du socialisme français ». *Mouvements*. 50 : 1423.
- MILIBAND, David (26 novembre 1999) : « Ne pas caricaturer la Troisième voie ». Traduit par Marie-Laure Lanchou. *Le Monde*.
- PITKIN, Hanna (1981) : « Justice : On Relating Public and Private ». *Political Theory*. 9. 3 : 327352.
- RASTIER, François (1995) : « Communication ou transmission? ». *Césure*. 8 : 151195.

- Ricoeur, Paul (2003) : *Sur la traduction*. Paris : Bayard.
- RIOUFREYT, Thibaut (2016a) : « Non dits et écrits. Les ambiguïtés du “socialisme moderne” jospinien face à la “Troisième voie” britannique (1997-2002) ». *Histoire@Politique*, 30 (à paraître).
- RIOUFREYT, Thibaut (2016b) : *Les socialistes face à la « Troisième voie » britannique. Vers un social-libéralisme à la française (1997-2015)*. Grenoble : Presses universitaires de Grenoble : coll. « Libre cours politique » (à paraître).
- SADOUN, Marc (1993) : *De la démocratie française. Essai sur le socialisme*. Paris : Gallimard.
- SAUNIER, Pierre-Yves (2008) : « Les régimes circulatoires du domaine social 1800-1940 : projets et ingénierie de la convergence et de la différence ». *Genèses*. 2. 71 : 425.
- STRAUSS-KAHN, Dominique (2 octobre 2002) : « Le PS doit reprendre l’initiative ». *Policy Network*.
- TOURNADRE-PLANCQ, Jérôme (2006) : *Au-delà de la gauche et de la droite, une troisième voie britannique*. Paris : Dalloz.
- WEBER, Henri (1999a) : « Parti socialiste et New Labour : convergences et divergences ». *La Revue socialiste*. 1 : 1831.
- WEBER, Henri (1999b) : « Qu’est-ce qu’être socialiste au XXI^e siècle ? ». *Les Cahiers Formation. Secrétariat national à la formation du Parti socialiste*. 3.
- WEBER, Henri (29 août 2002) : « PS : les chantiers oubliés ». *Libération*.
- WHITTON, Timothy, dir. (2000) : *Le New Labour, Rupture ou continuité ?* Rennes: Presses Universitaires de Rennes.
- ZHONG MENGUAL, Estelle (2015) : « La communauté de singularités : réinventer le commun dans l’art participatif britannique (1997-2015) ». Thèse de doctorat en histoire de l’art réalisée sous la direction de Laurence Bertrand Dorléac, Paris : Sciences Po.
- (10 juin 1999) : « Gerhard Schröder et Tony Blair forment ensemble leur désaccord avec Lionel Jospin », *Le Monde*.
- (3 septembre 2007) : « Le PS bouge encore », *Libération*.